

Questions orales

En plus des efforts que déploient la National Sea, le gouvernement de Terre-Neuve et le nôtre pour maintenir les usines en activité, et de l'offre que cette compagnie a faite concernant les usines de St. John's et de Canso, le gouvernement fédéral finance un programme en cinq volets dont font partie le Fonds de développement des collectivités et le programme PATA qui s'applique aux gens de plus de 55 ans qu'on ne peut recycler ou placer ailleurs. Il existe aussi un supplément spécial pour les personnes de 50 ans et plus. Il ne faut pas oublier non plus les mesures comme le Programme de développement des collectivités et le Programme d'aide à l'adaptation de l'industrie.

Voilà ce qui est offert aux 250 personnes qui pourraient se retrouver sans travail après l'expérience malheureuse de la National Sea à St. John's. Voilà ce qu'on leur a offert. Ces mesures sont donc un sérieux effort pour leur venir en aide. La compagnie accepte de conserver au moins 300 employés de plus dans le cadre de la proposition qu'elle a faite et je ne crois pas que nous devrions la rejeter du revers de la main. Quelle est l'alternative? Si cette compagnie n'a plus de poisson à transformer, que peut-elle faire?

* * *

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Russell MacLellan (Cape Breton—Sidneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Les Canadiens des provinces atlantiques qui vivent de la pêche attendent l'aide du gouvernement. Selon le ministre du Commerce extérieur, des programmes qui existaient déjà avant la crise de la pêche sont toujours en place.

Même les programmes traditionnels sont amputés en raison des sérieuses compressions qui frappent les ententes auxiliaires de l'APECA. En nouvelle-Écosse seulement, l'entente auxiliaire qui était assortie d'un budget de 7 millions de dollars par année a vu ce budget ramené à 1,2 million de dollars, soit une réduction de 83 p. 100.

Quand le gouvernement se décidera-t-il à ramener les budgets des ententes auxiliaires au moins à leurs niveaux historiques, et quand la population des provinces atlantiques obtiendra-t-elle des réponses à ses questions?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député cherche certainement à arracher le titre du petit rigolo de l'opposition. Le niveau de financement des programmes de développement régional dans le Canada atlantique n'a jamais atteint le niveau de l'année financière actuelle, soit plus

de 500 millions de dollars. Lorsque le député siégeait sur les banquettes ministérielles, cette région n'a jamais obtenu plus de 185 millions de dollars en une année, ce qui est nettement moins que 500 millions. Si le député peut faire une simple soustraction, il verra que la région a obtenu 315 millions de dollars de plus que sous le gouvernement dont il faisait partie, alors, qu'il cesse de geindre.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, je n'arrive pas à croire que le ministre du Commerce extérieur ose prononcer de telles bêtises et de telles absurdités.

Le gouvernement conservateur savait en février dernier que les stocks de poisson du Canada atlantique accusaient un net déclin et n'étaient plus qu'une fraction de ce que l'on avait cru. Pourtant, dans son dernier budget, le ministre des Finances a réduit radicalement les crédits de l'APECA. Comment la population du Canada atlantique peut-elle se fier au gouvernement? Le ministre des Finances est-il prêt à déclarer aujourd'hui qu'il rétablira le niveau de financement et aidera le Canada atlantique?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, les faits parlent par eux mêmes. De 1979-1980 à 1983-1984, l'aide au développement régional dans le Canada atlantique s'élevait en moyenne à 185 millions de dollars par année. Puis, de 1984-1985 à 1988-1989, cette moyenne est passée à 282 millions de dollars par année. Nous sommes maintenant au cours d'une période de cinq ans où le budget annuel moyen s'établit à 425 millions de dollars.

En passant, demain, à St. John's, une annonce sera faite qui démontrera que nous accordons toujours une aide financière dans le cadre des accords de développement dans le Canada atlantique. Je déplore que le député soit incapable de reconnaître un bon programme et des dépenses profitables même lorsqu'il a le nez dessus.

* * *

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, les milieux scientifiques éprouvent aujourd'hui un sentiment d'intense indignation. Les chercheurs du CNR sont démoralisés par les coupes sauvages effectuées chez eux. Des scientifiques comme le chimiste David Wiles sont muselés.

Je voudrais poser une question à la suppléante du ministre responsable des Sciences et de la Technologie. Peut-elle confirmer que le gouvernement a l'intention d'annoncer la fermeture des divisions de chimie et de physique et nous dire quelles mesures supplémentaires il